

DCE

**Septembre
2025**

**Changement des menuiseries
extérieures
Ecole d'infirmières IFSI
Avenue Jean Darrigrand - Bayonne
CENTRE HOSPITALIER DE LA CÔTE BASQUE**

**CCTP Macro-lot n° 1 – Lot 1.5
Électricité – Courant faible – Courant fort – SSI**

MAÎTRE D'OUVRAGE :

CENTRE HOSPITALIER DE LA CÔTE BASQUE
13 avenue de l'interne Jacques Loëb - 64100 BAYONNE

ARCHITECTE :

MATHIAS GULACSY, architecte dplg
97 rue Maubec – 64100 BAYONNE – Port : 06 08 82 51 80 – gulacsy.architecte@orange.fr

SOMMAIRE

A – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES	3
1 - AVANT-PROPOS.....	3
2 - OBJET	3
3 - LIAISON ENTRE CORPS D'ÉTAT.....	4
4 - LIAISON AVEC LES AUTRES CORPS D'ÉTAT	4
5 - PRÉSENTATION ET CONFORMITÉ DE L'OFFRE	4
6 - NATURE DU MARCHÉ DES TRAVAUX.....	5
7 - CONTENU DE DOSSIER TECHNIQUE.....	5
8 - VERIFICATION DES DOCUMENTS	5
9 - CONDITIONS D'EXECUTION	6
B – DESCRIPTION DES OUVRAGES	7
1 – NOMENCLATURE DES TRAVAUX.....	7
2 – PORTES DE SORTIES DE SECOURS.....	8
3 – STORES EXTERIEURS	8
3 – GAINES ELECTRIQUES – GAINES TETE DE LIT.....	9
4 – AUTRES SUJÉTIONS ENTREPRISES.....	9
5 – DÉPENSES D'INTÉRÊTS GÉNÉRAUX	10
C – DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL FORFAITAIRE (D.P.G.F.)	10

A – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES

1 - AVANT-PROPOS

o Note Commune à tous les Lots

Les entrepreneurs prendront obligatoirement connaissance de toutes les pièces du dossier, CCAP, Préambule, Note Commune à tous les lots du Macro-lot 1, ainsi que de ses annexes, les CCTP des lots du Macro-lot 1, ainsi que les plans lots architecturaux.

- SITUATION des TRAVAUX
- Le projet est situé sur le site du Centre Hospitalier de la Côte Basque de Bayonne
- A l'école d'infirmières IFSI, cité des arts, avenue Jean Darrigrand - Bayonne
- PROGRAMME DES TRAVAUX
- Travaux d'électricité courant fort, courant faible, SSI
- Réalisation, en une tranche ferme, une tranche optionnelle et une tranche PSE.

2 - OBJET

Le présent lot 1.5 électricité, courant fort-courant faible-SSI, est traité à prix global et forfaitaire. Celui-ci doit être déterminé conformément aux plans de l'architecte ainsi qu'aux indications du présent document.

L'entreprises du lot 1.5 fait partie du Macro-lot 1. Elle devra présenter une offre solidaire. Acte d'engagement unique, auquel sera joint les cadres de décomposition forfaitaire relatifs à chaque sous-lot ainsi que le bordereau récapitulatif général (joint au présent CCTP).

La coordination sera faite au niveau de l'appel d'offres du Macro-lot 1.

L'entreprise du présent lot 1.5 qui fait partie du Macro-lot 1 ne pourra par la suite faire valoir une erreur ou omission pour justifier une augmentation de son forfait.

Les travaux couverts par cette partie du descriptif comprennent la fourniture de toutes installations, main d'oeuvre, équipement, outillage, matériaux et matériels nécessaires pour effectuer tous les travaux décrits dans les CCTP du présent lot du Macro-lot 1.

Tous les travaux faisant l'objet de ces lots du Macro-lot 1, même non spécialement décrits devront être :

- prévus par les entreprises des lots du Macro-lot 1,
- exécutés conformément aux règles de l'art,
- chiffrés dans la proportion forfaitaire.

Les principales prestations à la charge de l'entreprise Macro-lot 1 comprennent (liste non exhaustive) :

- L'installation et le repli du chantier, en interventions par phase.
- L'exécution des ouvrages décrits,
- La fourniture du DOE en fin de chantier.

3 - LIAISON ENTRE CORPS D'ÉTAT

L'entrepreneur du lot 1.5, faisant partie du Macro-lot 1, ne pourra ignorer les prestations des autres corps d'état dont les travaux sont exécutés en liaison avec les siens. Il devra donc prendre connaissance des pièces des dossiers des autres corps d'état et ne pourra en aucun cas, ni à aucun moment, faire état de ne pas les avoir consultés et les ignorer.

- Macro-lot 1
- 1.1 : Menuiseries aluminium – stores
 - 1.2 : Plâtrerie – Faux-plafond
 - 1.3 : Sols souples
 - 1.4 : Peinture
 - 1.5 : Électricité – Courant Fort – Courant Faible – SSI

Il est donné ci-après au chapitre « prescriptions particulières » à titre indicatif, les limites des prestations entre les lots du présent Macro-lot 1.

4 - LIAISON AVEC LES AUTRES CORPS D'ÉTAT

L'entrepreneur du lot 1.5 ne pourra ignorer les prestations des autres corps d'état du Macro-lot 1, dont les travaux sont exécutés en liaison avec les siens. Il devra donc prendre connaissance des pièces des dossiers des autres corps d'état et ne pourra en aucun cas, ni à aucun moment, faire état de ne pas les avoir consultés et les ignorer.

Il est donné ci-après au chapitre « prescriptions particulières » à titre indicatif, les limites des prestations entre le présent lot et quelques corps d'état.

Il est précisé que cette liste n'est pas limitative et que l'entrepreneur du présent lot doit prévoir à sa charge, tous les travaux nécessaires à une parfaite exécution de l'ensemble de ses ouvrages.

De ce fait, ils ne pourront se mettre en rapport en temps utile avec les autres corps d'état afin de préciser les dispositions particulières des supports à obtenir.

L'entrepreneur qui sera titulaire du présent lot devra exécuter l'ensemble des travaux sans pouvoir prétendre à plus-values pour prestations entre sous-lots non explicitement décrites dans le CCTP ou figurées sur les plans du dossier.

5 - PRÉSENTATION ET CONFORMITÉ DE L'OFFRE

Le présent CCTP fixe les modalités techniques à respecter pour l'exécution des travaux du lot 1.5 effectuer sur les ouvrages constituant la présente opération. Avec projet décrit en base à chiffrer et description des options obligatoires à chiffrer et compléter à part en fin de DPGF.

Les entrepreneurs sont tenus de vérifier les plans, les cotes, de signaler éventuellement toute anomalie et d'en tenir compte dans son offre.

Les entrepreneurs devront, comme étant compris dans leur prix, sans exception ni réserve, tous les travaux de leur profession indispensables à l'achèvement complet de leur mission, dans le respect des normes techniques, des règlements d'hygiène et sécurité, et de la charte environnementale ci-jointe.

Les prestations fournies devront respecter le phasage prévu du planning.

Pour être prises en considération, les offres devront comporter une décomposition du prix global et forfaitaire de l'acte d'engagement. (D.P.G.F.).

Les options numérotées obligatoires demandées, seront chiffrées indépendamment et ne seront pas incluses dans le montant de l'acte d'engagement, mais obligatoirement préciser en annexe, suivant le montant des prestations par rapport au prix de la solution de base décrite au CCTP.

Les entreprises remettront obligatoirement des devis détaillés avec offre de base et options numérotées obligatoires à part en fin de DPGF.

L'entreprise doit obligatoirement présenter un détail quantitatif selon le bordereau joint, ainsi qu'un récapitulatif général justifiant son prix global et forfaitaire. Ce quantitatif ne sera pas contractuel mais servira à la vérification de l'offre, à l'établissement des situations mensuelles et à l'appréciation des prestations éventuellement modifiées en cours de travaux.

Pour être prise en considération, l'offre doit obligatoirement respecter les postes du bordereau. L'entreprise pourra toutefois, à son initiative, ajouter les sous détails et les postes complémentaires qu'elle jugera nécessaires pour expliciter son offre. Les quantités qui y figureront seront celles de sa propre estimation.

Les quantités portées dans le cadre de décomposition du prix ne pourront pas être remises en cause en cours de chantier et aucun supplément ne sera accepté du fait d'éventuelles erreurs sur elles.

6 - NATURE DU MARCHÉ DES TRAVAUX

Pour l'ensemble des travaux du macro-lot 1, lot 1.5, le marché est passé à prix forfaitaires.

Les entrepreneurs sont réputés avoir visité les lieux et avoir apprécié, les difficultés éventuelles d'exécution.

Ils ne pourront en aucun cas, arguer d'une erreur ou omission des pièces pour se soustraire à tout ou partie de la mission qui leur est confiée.

Les entreprises devront obligatoirement répondre avec les matériels et matériaux demandés.

7 - CONTENU DE DOSSIER TECHNIQUE

En complément du présent document, le dossier technique comprend toutes les pièces définies par le CCAP

8 - VERIFICATION DES DOCUMENTS

L'entrepreneur doit se rendre compte de l'importance et de la nature des travaux et fournitures à réaliser et suppléer le cas échéant, par ses connaissances ou son expérience, aux détails du projet qu'il jugerait insuffisants, inexacts, omis ou mal indiqués, ou contraire aux règles à respecter.

Il devra faire, dès son offre, toutes les rectifications éventuellement nécessaires et en inclure les incidences financières dans son prix forfaitaire.

Il est entendu que l'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, arguer de ces omissions ou erreurs aux plans et aux descriptifs pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché, ou pour se dispenser d'exécuter intégralement les installations demandées répondant aux besoins exprimés et aux normes en vigueur.

9 - CONDITIONS D'EXECUTION

La réalisation des travaux comprend toutes les façons et fournitures nécessaires à leur réalisation, ainsi que toutes sujétions d'exécution quelles qu'elles soient, et notamment les plus-values pour travaux accessoires, autres que ceux pouvant faire l'objet d'un article séparé, sans aucune exception ni réserve.

10 - Règlements et obligations

Les travaux seront exécutés conformément aux Normes, D.T.U. DECRETS et ARRETES, REGLES PROFESSIONNELLES et SPECIFICATIONS TECHNIQUES en vigueur à la date de l'offre et notamment :

- Normes NEP 03001 concernant les marchés privés
- Norme NFC 12100
- Norme NFC 14100
- Norme NFC 15100 et l'ensemble de ses additifs
- Norme NFC 15120
- Norme NFC 17100
- Norme NFC 90120 et 90130
- D.T.U 70.1 et 70.2
- Publications UTE C 15111, C 15115, C 15103, C 15131, C 15476, C 15520, C 15559 de Juillet 1994, Décret n°62-1454 du 14 Novembre 1988
- Décret du 25 Juin 1980
- Recommandations PROMOTEEC
- Spécifications techniques E.D.F
- Spécifications techniques F.TELECOM ainsi que toutes celles qui seront rappelées dans le DESCRIPTIF.

QUANTITATIF établi ci après.

L'Entreprise devra avant le début des travaux fournir au lot Gros-œuvre l'ensemble de ses plans de réservation ainsi que tous les détails nécessaires auprès des divers corps d'état concernés dans le cadre des prestations du présent lot, tous les percements dans les structures non demandés en temps utile seront réalisés par le gros-œuvre à la charge du présent lot.

Les rebouchages des percements et réservations demandés par le présent lot seront réalisés par le lot gros-œuvre après la réalisation des installations, par contre les rebouchages des percements non demandés ou réalisés par le présent lot seront à sa charge.

L'entreprise devra fournir au bureau de contrôle tous les échantillons, détails et avis techniques que celui-ci pourrait lui demander, de même que l'ensemble de ses schémas de filerie.

Avant la réception des travaux elle devra fournir les procès verbaux de contrôle technique réalisés conformément aux documents techniques COPREC.

Les essais de réception des ouvrages seront effectués en présence du MAITRE D'OUVRAGE ET de L'ARCHITECTE.

Tous les travaux de levée de réserves ou de mises en conformité, sont à la charge du présent lot.

- L'entreprise devra fournir lors de la réception des ouvrages ,un dossier complet des ouvrages réellement exécutés (D.O.E) en trois exemplaires dont un reproductible, ainsi que l'ensemble des notices de .fonctionnement et d'entretien

Matériaux et procédés traditionnels

Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art et à la réglementation française telle qu'elle se trouve être en vigueur un mois avant la date d'établissement de l'offre.

En particulier, les travaux seront conformes aux prescriptions techniques contenues dans les Normes Françaises homologuées (NF), les Documents Techniques Unifiés (DTU).

11 - Conservation et stockage des matériaux

Un soin particulier sera apporté au stockage des matériaux sur le chantier. Tous les matériaux seront stockés à l'abri des intempéries et de l'humidité.

L'entrepreneur devra également en assurer la protection contre le vol et l'incendie.

Seuls seront mis en place les éléments sains et exempts de tous défauts.

Quel que soit l'emplacement de ce stockage, les frais relatifs à la mise aux conditions d'ambiance déterminées par les D.T.U., sont à la charge de l'entreprise.

12 - Garanties annuelle, biennale et / ou décennale

L'entrepreneur garantit formellement la conformité de ses ouvrages à la réglementation nationale en matière de construction.

Cette garantie, d'une durée d'un an, implique le remplacement dans les plus brefs délais, de toute partie d'ouvrage reconnue défectueuse, ainsi que la remise en état pendant cette période de tout élément qui serait détérioré dans des conditions d'utilisation normale.

Les fournitures et les réparations faites seront garanties pendant un nouveau délai d'un an, et dans les mêmes conditions que lors des travaux initiaux.

Par ailleurs, la date de réception avec ou sans réserves, constitue l'origine de la garantie décennale des ouvrages, pour application des articles 1792 et 2270 du Code Civil.

B – DESCRIPTION DES OUVRAGES

1 – NOMENCLATURE DES TRAVAUX

Les travaux seront réalisés en tranches :

une tranche ferme, une tranche optionnelle et une tranche PSE.

Positionnement des travaux suivant plans

Localisation : voir plans 3 à 8 et 9 à 18

2 – PORTES DE SORTIES DE SECOURS

L'entrepreneur du présent lot 5, aura à sa charge avant toutes interventions sur les ouvrages existants Comportant des liaisons électriques, des ouvrages liés au SSI : verrous électromagnétiques, contacts de position, les consignations nécessaires des zones de phasage de travaux, pour permettre les interventions en site occupé en coordination avec les services technique du CHCB.

2.1 – Dépose

Avant la dépose des portes par le lot 1.1 menuiseries extérieures, l'entreprise du présent lot 1.5 devra : la dépose soignée des verrous électromagnétiques, des contacts positions, liaisons avec les boîtiers verts.

Compris toutes sujétions de mise en sécurité, de dépose soignée, de stockage du matériel et composants à réutiliser par phase.

2.2 – Repose

Après la remise en place des portes par le lot 1.1 menuiseries extérieures, l'entreprise du présent lot 1.5 en coordination avec le lot 1.1 devra :

Faire une vérification des matériels avant remise en place, changer les pièces qui pourraient s'avérer défectueuses.

Faire la repose des verrous électromagnétiques, des contacts positions, liaisons avec les boîtiers verts en réadaptant le câblage des installations en fonction des dimensions des portes.

Faire les contrôles et réception de mise en service en liaison avec le SSI en coordination avec le bureau de contrôle et les services technique du CHCB.

Compris toutes sujétions de mise en sécurité, de repose, du matériel et composants à réutiliser et mise en service par phase.

Localisation : voir plans 3 à 6 et 9, 10, 13, 15

3 – STORES EXTERIEURS

L'entrepreneur du présent lot 5, aura à sa charge avant toutes interventions sur les stores existants Comportant des liaisons électriques, les consignations nécessaires des zones de phasage de travaux, pour permettre les interventions en site occupé en coordination avec les services technique du CHCB.

3.1 – Dépose

Avant la dépose des stores par le lot 1.1 menuiseries extérieures, l'entreprise du présent lot 1.5 devra : La consignation des stores avant dépose.

Compris toutes sujétions de mise en sécurité par phase.

3.2 – Repose

Après la remise en place des stores par le lot 1.1 menuiseries extérieures, l'entreprise du présent lot 1.5 en coordination avec le lot 1.1 devra :

Faire le branchement des stores en réadaptant le câblage des installations en fonction des dimensions des stores.

Faire les contrôles et réception de mise en service en coordination avec le bureau de contrôle et les services technique du CHCB.

Compris toutes sujétions de mise en sécurité, liaisons électriques et mise en service par phase

Localisation : voir plans 3, 4 et 9, 10

4 – GAINES ELECTRIQUES – GAINES TETE DE LIT

L'entrepreneur du présent lot 5, aura à sa charge avant toutes interventions sur les gaines existantes comportant des liaisons électriques, les consignations nécessaires des zones de phasage de travaux, pour permettre les interventions en site occupé en coordination avec les services technique du CHCB.

4.1 – Dépose

Avant la dépose des cloisons par le lot 1.2, plâtrerie du macro-lot 1, le présent lot 1.5 aura la dépose des gaines électriques et des gaines tête de lit.

L'entreprise du présent lot 1.5 devra :

La consignation des gaines avant dépose par phase.

La dépose soignée des gaines et leur stockage

Compris toutes sujétions de mise en sécurité, de dépose soignée, de stockage des gaines et composants à réutiliser par phase.

4.2 – Repose

Après la réalisation des têtes de cloisons et du mur technique par le lot 1.2, ainsi que les interventions du lot 1.4 peinture, l'entreprise du présent lot 1.5 devra :

Faire une vérification des matériels avant remise en place, changer les pièces qui pourraient s'avérer défectueuses.

Faire la repose des gaines en réadaptant le câblage des installations en fonction du repositionnement des gaines.

Faire les contrôles et réception de mise en service en coordination avec le bureau de contrôle et les services technique du CHCB.

Compris toutes sujétions de mise en sécurité, liaisons électriques et mise en service par phase.

Localisation : voir plans 5, 6 et 13, 16

5 – AUTRES SUJÉTIONS ENTREPRISES

L'entrepreneur du présent devra prévoir tous les éléments nécessaires au parfait achèvement des ouvrages décrits au présent lot 1.5

6 – DÉPENSES D'INTÉRÊTS GÉNÉRAUX

L'entrepreneur du présent lot devra inclure dans son offre de prix les frais de compte prorata qui seront à régler directement au Macro-lot 1, chargé de la gestion de ce compte suivant convention contractuelle du marché.

C – DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL FORFAITAIRE (D.P.G.F.)

- 1) L'entrepreneur est tenu de vérifier le CCTP et de compléter le bordereau DPGF ci-joint (les quantités), de signaler éventuellement toutes anomalies et d'en tenir compte dans son offre.
- 2) Tous les éléments non complétés par l'entreprise dans le DPGF ci-joint, nécessaires au parfait achèvement de ses ouvrages en fonction de ses modes opératoires, seront considérés comme faisant partie du montant de l'offre de ladite entreprise.
- 3) Les entreprises doivent prendre connaissance des lots du présent appel d'offre et tenir compte des incidences éventuelles sur le présent lot et dans le chiffrage de l'offre remise.